

Face à la bétonisation, un vent de colère souffle dans les Pyrénées-Orientales

Lors d'une manifestation à Céret le 24 septembre, les manifestants venus en nombre étaient appuyés par Extinction rebellion. Ils dénonçaient les multiples projets de construction portés par des élus départementaux et municipaux.

A Céret, petite ville calme et touristique de la vallée encore préservée du Vallespir (66), on n'avait jamais vu ça. Samedi 24 septembre à 7h du matin, des activistes du groupe local de désobéissance civile Extinction rébellion déploient une grande banderole sous l'un des trois ponts enjambant le fleuve du Tech, avec pour slogan "Qui sème le béton aura bientôt la dalle". Deux jeunes se suspendent dans le vide de part et d'autre de la bâche, pendant plus de quatre heures.

Cette action spectaculaire est venue en appui à une grande manifestation organisée le même jour à l'appel d'une trentaine d'organisations de protection des espaces naturels et des terres agricoles. Le mot d'ordre: stop à la frénésie de projets de construction partout dans le département.

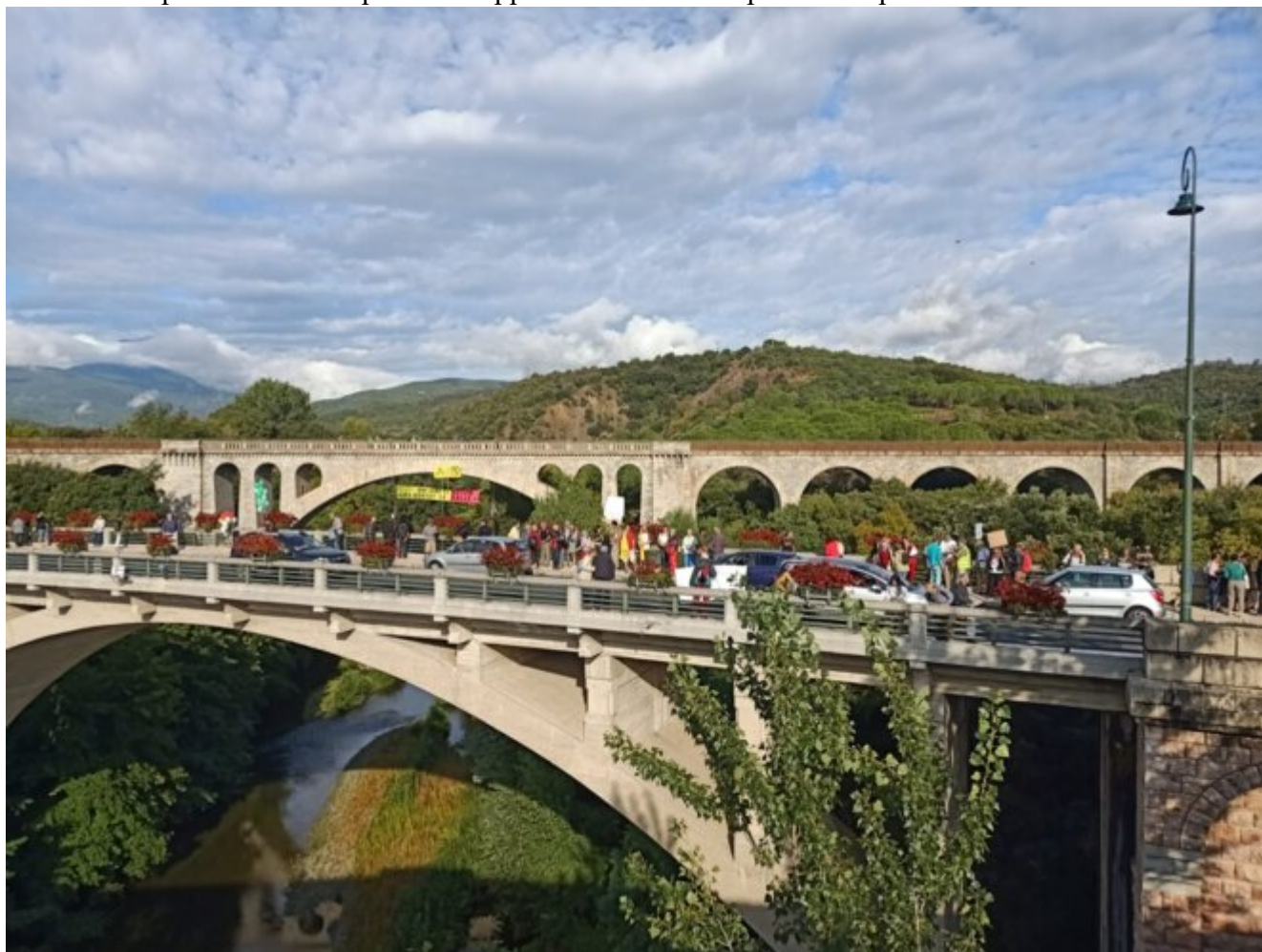
Plusieurs élus départementaux ou municipaux ainsi que les promoteurs immobiliers sont en effet pointés du doigt par les associations. Le quatrième viaduc et la déviation de Céret pour 30 millions d'euros d'argent public ? Un chantier imminent soutenu par le Conseil départemental dirigé par la socialiste Mme Malherbe et porté par les maires de St Jean Pal de Corts M. Garrabé (depuis 1989) et de Céret M. Coste. L'extension du port d'Argelès-sur-Mer sur une zone naturelle et 450 villas à la place d'un bois de chênes ? Des lubies de M. Parra maire de la station balnéaire. Les multiples programmes de lotissements en béton climatisés avec piscine individuelle qui fleurissent aux abords de chaque village du département à grands coups de panneaux publicitaires ? Ce sont les Plui (Plan local d'urbanisation) montés par les Communautés de communes et les conseils municipaux qui ouvrent la porte à ces étalements urbains rendant les habitants dépendant de la voiture. La construction d'un nième complexes de luxe à la place des derniers hectares d'espaces arborés de Canet-en-Roussillon ? Un projet du maire M.Loda dont les multiples casquettes posent question. La déviation de Marquixanes pour 40 millions d'euros d'argent public ? Un serpent de mer validé par l'ancien Préfet M. Stoskopf (sous pression de l'ancien maire de Prades et premier ministre Jean Castex ?), malgré plusieurs avis défavorables des commissaires enquêteurs. Et la liste est encore longue.

Environ 500 personnes ont donc défilé dans les rues de Céret samedi pour dénoncer ce mode de développement urbain en contradiction avec les enjeux climatiques et environnementaux actuels. Une première dans un département qui vote massivement RN et où les questions écologiques ne sont pas encore entrées dans les moeurs. Les manifestants étaient d'ailleurs plutôt déjà acquis à la cause. Un groupe de Catalans espagnols (Salvem l'Emporda) est venu en soutien au mouvement, ainsi que le fondateur du Groupe national de surveillance des arbres (GNSA) Thomas Bail.

Des dizaines de luttes ont surgi ces derniers mois dans les Pyrénées-Orientales contre des projets inutiles et imposés. Une preuve que les habitants veulent avoir leur mot à dire dans la gestion de leur environnement. De nouvelles actions pourraient donc avoir lieu.



Environ 500 personnes ont répondu à l'appel © Eric Plouvin pour l'Indépendant



Les manifestants se rassemblent sur le vieux pont de Céret © Gabriela



Les activités d'Extinction rébellion suspendus au pont à Céret © Gabriela